

20210116 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2021/01/15/sans-abri-a-lyon-les-promesses-a-lepreuve-de-la-rue/>

Société



Sans-abri à Lyon : les promesses à l'épreuve de la rue

Forte d'un plan froid renforcé, la préfecture avait annoncé en novembre pouvoir [« répondre à la demande mi-décembre »](#) de sans-abri qui restent sans solution d'hébergement après avoir appelé le 115. Deux mois plus tard, près de 1000 personnes ne trouvent toujours pas de places à Lyon après avoir appelé le numéro d'urgence. Retour sur une situation complexe.

[□ □](#)

C'était le 18 novembre 2020. Par la voix de sa directrice départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (plus connue sous l'acronyme DDSCS), Christel Bonnet, la préfecture du Rhône prenait un engagement : héberger les plus de 1400 personnes sans-abri restant alors sans solution de logement après avoir appelé le 115.

« Nous allons pouvoir répondre à la demande d'ici mi-décembre », affirmait alors Christel Bonnet.

En prenant cet engagement, elle assurait la promotion d'un plan froid plus ambitieux que les dernières années. Elle faisait aussi écho à une promesse de la ministre déléguée au logement, Emmanuelle Wargon, faite le 3 novembre, [lors d'un entretien sur LCI](#).

« J'ai mobilisé avec mes collègues tous les Préfets de France (...) pour leur dire : on recommence la mise à l'abri générale c'est-à-dire : pas de demandes insatisfaites. On ouvre autant de places que nécessaires durant cette période de confinement, soit en hébergement, soit en hôtel », développait la ministre.

L'offre a en effet augmenté sur le Rhône. Le 18 novembre, 1038 places étaient annoncées dans le cadre du nouveau plan froid 2020-2021. Une augmentation de l'offre à souligner par rapport aux hivers 2018 et 2019 (+ 13% de places) où celle-ci n'avait pas évolué. Une continuité avec le plan froid précédent était aussi assurée. 464 personnes, déjà hébergées à

l'hiver 2019-2020, étaient maintenues dans leur hébergement. Lors de cette annonce, l'engagement semblait ambitieux. À cette date, 1448 personnes restaient sans solution après avoir appelé le 115 pour 1038 places libérées.

Le plan froid renforcé

Le plan grand froid bientôt en application ?

Dans le cadre du plan froid, 300 places sont réservées en cas de « plan grand froid ». Des gymnases se trouvant à Lyon, Oullins, Caluire-et-Cuire et Meyzieu, peuvent être réquisitionnés pour accueillir des personnes. En cette période de crise sanitaire, ce fonctionnement avait posé question. Cependant, lors du point de presse organisé le 18 novembre dernier, la préfecture avait assuré pouvoir organiser l'accueil des sans-abri, en prenant en compte les conditions sanitaires exigées. Le plan grand froid est déclenché par le préfet lorsqu'une température négative est constatée trois jours et nuits d'affilés.

Deux mois plus tard, la préfecture a augmenté le nombre de places. Le plan froid comprend aujourd'hui 1517 places (contre les 1038 places annoncées en novembre) et accueille actuellement 1361 sans-abri, selon la préfecture. En ajoutant les 400 places du renfort hivernal précédent : « 1981 places sont donc ouvertes et accueillent 1776 personnes à la date du 13 janvier. » À celles-ci s'ajoutent 260 places en gymnases pouvant être mobilisées en cas de plan grand froid (lire par ailleurs).

Une mobilisation importante, justifiée par le contexte sanitaire exceptionnel. De là à dire que tous les demandeurs ont été hébergés ? La marche est haute.

Selon les chiffres de la Maison de la Veille sociale (MVS), 1056 personnes sans-abri n'avaient toujours pas de solutions après avoir appelé le 115 durant la semaine du 14 au 20 décembre. À la fin du mois, elles étaient autour de 1000. Une baisse par rapport à 2019 (1600 appels sans solution) mais toujours loin de l'objectif affiché en cette période de crise sanitaire.

« L'engagement a été tenu, affirme la préfecture. Le renfort hivernal répond aux personnes à la rue et non pas à la demande d'hébergement qui est constante mais dont les appelants ne sont pas forcément en attente d'une réponse d'hébergement pour l'hiver mais plus pérenne et qui ont des solutions d'habitat actuellement. »

Pas « forcément » ? Dans cette réponse, la préfecture remet en question l'utilisation des chiffres du 115 comme moyen de mesurer la demande en hébergement d'urgence. Pourtant, sans observatoire sur ce sujet, ces chiffres font habituellement référence. Dire que les personnes sans réponse en appelant le 115 sont « déjà hébergées » semble exagéré.

De plus, un retour sur l'actualité lyonnaise récente montre que des difficultés persistent. L'ouverture de deux squats depuis début 2021, l'un au 85 rue Trarieux (3ème arr.), l'autre au 47 rue Béchevelin (7ème arr.), a montré la persistance d'un besoin d'abris d'urgence pour les plus précaires.

La présence de deux mini-campement de SDF, rue de la République, montrent également que les places ouvertes ne correspondent pas toujours au public à la rue.

Lire par ailleurs

La réalité des squats en confinement à Lyon

Des efforts sur les familles et les enfants sans-abri

De même, les travailleurs sociaux du Samu social voient toujours de nombreuses personnes sans-abri dans les rues de Lyon et de sa métropole.

L'association Alynea, en charge du Samu social, reconnaît cependant d'abord les efforts de la préfecture. « On observe moins de familles à la rue que les autres années », observe Maud Bigot directrice du pôle urgence à l'association Alynea.

Allant dans ce sens, le collectif [Jamais sans toit](#) fait état de moins d'enfants à la rue. Couvrant une soixantaine d'établissements de la métropole, l'association a effectué une seule occupation d'école, d'une nuit, à Villeurbanne cette année contre quinze l'hiver dernier.

« Les situations d'urgence ont été prises en charge », constate Raphaël Vulliez, de Jamais sans toit.

Selon les chiffres de Jamais sans toit, 240 enfants n'avaient pas de toits fin novembre dans la Métropole, contre [800 l'an dernier](#). Les relations se sont aussi « réchauffées » avec la nouvelle majorité écologiste de la Métropole de Lyon, en charge de la protection de l'enfance. La collectivité a ainsi pris contact avec l'association pour que celle-ci lui fasse remonter des informations du terrain. Un travail en commun nouveau pour Jamais sans toit.

Les difficultés n'ont cependant pas disparu avec le plan froid. L'association compte aujourd'hui plus de 200 enfants (85 familles) vivant dehors ou dans des situations très précaires cet hiver. Elle regrette un manque d'anticipation récurrent des autorités sur les besoins de ces familles.

« Certaines refusent un hébergement d'urgence, car elles ne veulent pas que leurs enfants quittent leur école pour un hébergement instable, constate Raphaël Vulliez de Jamais sans toit. Elles préfèrent rester en squat. »

[Sur BFM Lyon](#), le président de la Métropole, Bruno Bernard (EELV), avait dit « sa honte » de voir des enfants dormir dans la rue. Il s'était cependant montré prudent rappelant qu'il fallait « agir », sans prendre l'engagement d'un dispositif zéro enfant à la rue cet hiver. Malheureusement, il a visiblement bien fait.

« Aucune famille à la rue » à Lyon ?

Malgré les efforts conjugués de l'État, de la Ville de Lyon et de la Métropole, des familles vivent encore à la rue ou dans des situations précaires. Dans Lyon « intra-muros », l'adjointe au maire de Lyon, chargée du dossier, Sandrine Runel (PS), a déclaré avoir fait héberger, via les services de l'État et de la Métropole, toutes les familles dans le besoin cet hiver. À son actif notamment : l'accueil des familles vivant dans des voitures du parking des Chartreux depuis des années.

« Toutes les familles qui étaient à la rue sont aujourd'hui hébergées et prises en charge dans des centres d'hébergements. Nous avons fait un grand travail de partenariat avec les services de l'État et la Métropole de Lyon », affirme l'élue [dans un interview accordé à Lyon Mag](#)

Selon nos informations, cette déclaration est à nuancer. Le collectif Jamais sans toit comptait ainsi encore 10 enfants vivant dans la rue ou dans des situations très précaires (squats, etc.) à Lyon intra-muros cette semaine du 11 janvier. Contactée par Rue89Lyon, l'adjointe précise travailler sur ce sujet, justement, avec Jamais sans toit et avec les travailleurs sociaux.

« Dès qu'il y a une situation d'alerte, je suis mise au courant. Je n'ai pas eu de remontée (très) récente à Lyon intra-muros », affirme Sandrine Runel.

« Effectivement, il y a toujours des familles vivant en squat. Je pense notamment aux familles habitants [dans celui situé rue Élie Rochet](#). Mais certaines familles ne veulent pas de cette solution, constate l'élue. Nous savons aussi que certains enfants sont dehors en journée avec leurs parents, mais pas la nuit. »

Dans la rue, la situation évolue constamment. Début janvier, la mairie a été sollicitée pour une famille sans solution à l'école Jean de la Fontaine, à Croix-Rousse. L'installation d'un nouveau campement dans un square du 6ème arrondissement (à la limite Villeurbanne) pouvait aussi interroger sur la présence de familles cette semaine.

L'effort par rapport à l'année dernière est bien là. Cependant, la promesse faite par Grégory Doucet (EELV) d'héberger « tous les enfants » dans des situations convenables pour [faire de Lyon une « ville des enfants »](#) n'a pour l'instant pas été tenue.

Nombre de ces derniers vivent également dans des hôtels, en attente de situations plus pérennes. « Nous sommes encore dans la mise à l'abri », souligne Sandrine Runel. Sans se « substituer aux services de l'État », compétents en matière d'hébergement d'urgence, la Ville veut travailler avec la préfecture à la mise en place de nouveaux services pour héberger ces familles sur le long-terme.

Dans la rue, les sans-abri isolés remplacent les familles

Lors de leurs maraudes, les travailleurs sociaux du Samu Social voient pour leur part les familles remplacées par des personnes isolées. Ces dernières, fatiguées, inquiètent particulièrement les travailleurs sociaux.

« Cela fait longtemps que beaucoup n'appellent plus le 115, souffle Maud Bigot. Ce qui nous inquiète, c'est justement des personnes qui arrêtent de nous solliciter. Qui s'éloignent et finissent par disparaître. »

Un constat partagé par le collectif de travailleurs sociaux hébergement en danger.

« Certaines personnes sans-abri préfèrent passer la nuit dans des logements précaires de type squat que d'aller dans un hébergement d'urgence où ils ne resteront qu'une nuit, constate Arthur, membre du collectif Hébergement en danger. Il y a trois ans, nous avions davantage de grands campements où vivaient des sans-abri. Aujourd'hui, cela ne se fait plus. Du coup, ces personnes sont encore moins visibles. »

Fin novembre, plus de 9000 personnes s'étaient enregistrées auprès de la maison de la veille sociale (MVS). Sous l'égide de la Préfecture, cette dernière recense les demandes d'hébergements de personnes privées d'hébergement. « Et encore, elle ne prend pas en compte les demandeurs d'asiles à la recherche d'une place pour dormir », souffle un travailleur social. En comparaison, en 2017, des professionnels du Samu social [avait fait grève](#) pour alerter sur la situation. [8000 personnes](#) étaient alors enregistrées auprès de la MVS.

Si certaines personnes ont pu trouver un hébergement depuis, d'autres ont simplement disparu des radars, selon les travailleurs sociaux. En cause, notamment, pour le collectif « hébergement en danger », le temps extrêmement long pour trouver un lieu d'accueil. Selon ces travailleurs sociaux, l'attente pour un hébergement d'urgence est aujourd'hui d'un an et demi contre sept mois il y a trois ans. Et pour avoir accès à un logement social, elle est passée de trois à cinq ans. Une réalité qui s'aggrave lorsqu'il s'agit de personnes sans papiers.

Les craintes des conséquences de la crise

Globalement, les associations regrettent une gestion par à coups de la crise de l'hébergement. Malgré les avancées, l'effort hivernal ne permet pas de rattraper un retard, structurel, plus important. « Il y a plus de gens qui meurent dans la rue en automne qu'en hiver », s'agace Arthur du collectif hébergement en danger, regrettant que la situation n'alerte que durant cette période. L'enjeu : la reconnaissance du [droit inconditionnel à l'hébergement d'urgence](#).

Un droit qui risque d'être de plus en plus difficile à faire valoir en cette période de crise économique. Dans les rues, Maud Bigot note avoir vu peu de victimes de cette dernière pour l'instant, « quelques saisonniers tout au plus ». De nouveaux précaires pourraient vite venir s'ajouter à la liste, déjà longue, des personnes sans logement pérenne sur Lyon et sa Métropole.